

Zeitschrift: Technique agricole Suisse
Herausgeber: Technique agricole Suisse
Band: 53 (1991)
Heft: 8

Artikel: Politique énergétique et agriculture en mutation
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1084865>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Politique énergétique et agriculture en mutation

A notre époque, c'est une lapalissade de dire que les notions d'économie et d'environnement vont de pair. Une économie – et accessoirement une agriculture – qui cause des dommages à la nature et au paysage ne peut avoir de sens même si elle procure des rendements et des places de travail.

La discussion passionnée sur l'énergie est contradictoire: personne ne veut de centrales nucléaires, de lignes à grand transport d'énergie ni de centre d'élimination des déchets mais tout le monde veut du courant, en tout temps et en quantité illimitée. Nous consommons sans cesse plus de courant mais suivons la politique de l'autruche quand il s'agit de trouver une réponse aux questions d'économie et de plus grandes productions. Empêcher de telles contradictions, mais également faire preuve de sens politique de manière plus conséquente, voilà les objectifs qui doivent guider notre politique énergétique.

Mais le principe du parallélisme entre écologie et économie, dans le cadre de la politique énergétique, va garder toute sa valeur. Tous les producteurs d'énergie, où qu'ils se trouvent, n'ont du reste pas encore pris conscience de cette vérité première – mais cela s'améliore.

L'introduction de tarifs conformes aux lois du marché et de la consommation, d'actions d'économies de courant ainsi que la mise en place d'installations utilisant les énergies renouvelables, énergies alternatives ainsi qu'on les dénomme, sont des preuves de cette nouvelle manière de penser que l'on rencontre chez les producteurs.

En ce qui concerne les consommateurs, cela pose des problèmes cruciaux ce que démontrent, par exemple, les augmentations annuelles de consommation de courant de l'ordre de presque 3%. Dans ce contexte, je n'aimerais en aucune façon exclure les agriculteurs qui sont aussi responsables de cette situation.

Pour des raisons d'ordre écologique mais aussi d'ordre économique, qui relèvent donc de problèmes de gestion, chaque agriculteur devrait procéder aujourd'hui à un bilan d'énergie. A cela s'ajoute le fait que nous devrions attacher plus de considération aux cycles naturels, comme par exemple le paysan qui obtient du courant pour son exploitation à partir de biogaz. L'énergie solaire ou l'énergie éolienne peuvent également présenter un complément appréciable aux méthodes traditionnelles d'obtention d'énergie. De même, nos réserves de bois pourront être utilisées au mieux.

Energie renouvelable

Mises à part ces nouvelles formes d'énergie provenant du cycle naturel, l'agriculture est elle-même en mesure de produire de l'énergie de façon directe. En collaboration avec l'Of-



En sa qualité de président de l'UDC et de l'ASETA, le conseiller aux Etat Hans Uhlmann a mis l'accent à Lucerne, sur le programme «Energie 2000» et sur la proclamation d'une «paix de l'énergie» active, préconisée par notre ministre de l'énergie.

Son exposé se référait à un séminaire placé sous l'égide de l'«Informationsstelle für Elektrizitätsanwendung» IN-FEL, Zurich qui a réuni sous le thème général d'énergie et d'agriculture, les représentants et les experts de la politique, des milieux agricoles et de l'électricité. C'est avec détermination que notre président s'est élevé contre les refus rapides et non qualifiés émis par les organisations de protection de l'environnement concernant le colza destiné à produire une énergie à base végétale.

fice fédéral de l'économie de l'énergie et l'Office fédéral de l'agriculture, l'Union suisse des Paysans a lancé une initiative pour le moins peu conventionnelle, consistant à créer de l'énergie à partir de la production agricole.

Il s'agit concrètement de produire

du colza à des fins énergétiques. Ainsi, on produit une énergie saine au sens écologique du terme ouvrant de nouveaux débouchés à l'agriculture.

Nous nous voulons certes pas de programmes d'activité à l'intention des agriculteurs mais ceci est une chose entendue: nous avons atteint les limites dans le cadre de la production de produits alimentaires. Dans cette situation, les solutions qui se présentent résident simplement dans une désaffection de grande envergure de surfaces cultivables ou dans une exploitations plus intensive. La première issue conduirait à une gigantesque bureaucratie, la seconde, quant à elle, pourrait poser des problèmes d'ordre économique aux agriculteurs. Ainsi la production de colza ou autres plantes productrices d'énergie est une alternative bienvenue à la simple production de produits alimentaires pour nos agriculteurs.

courager la recherche d'énergies alternatives. C'est ainsi seulement qu'il sera possible de venir à bout du mandat de créer un moratoire sur l'énergie nucléaire qui a été décidé par le peuple le 23 septembre 1990. Dans ce contexte, les énergies alternatives sont une chose. L'économie d'énergie, au sens d'une utilisation rationnelle de cette dernière, en est une autre. Dans ce cas également intervient le programme Energie 2000; il s'agit ainsi d'épuiser toutes les possibilités. Ce programme est soutenu de manière idéale par l'arrêté sur l'utilisation de l'énergie qui stipule au niveau de la loi, l'une ou l'autre de ces possibilités. Nous ne voulons, en effet, pas rester enlisés dans une structure qui ne comporte aucune obligation.

Dans le cadre de la politique énergétique, nous avons trop longtemps polémiqué au lieu d'agir. Nous avons trop longtemps mené des batailles de tranchées dans le cadre de la politique énergétique, des débats sur l'énergie nucléaire par exemple, sans apporter une contribution concrète aux problèmes en suspens. En ceci, l'initiative du Conseiller fédéral Ogi est la bienvenue puisqu'elle contribue à gagner les différentes associations, partis et autres groupements à un programme énergétique commun. Il est temps de consolider la paix dans les questions d'énergie.

Ce que nous voulons, c'est que chaque association apporte sa contribution à trouver des réponses aux questions d'énergie, que ce soit du côté des consommateurs ou du côté des producteurs.

Des signes très positifs démontrent qu'un travail efficace est en train d'être mis sur pied. De

sources diverses, des propositions intéressantes sont en vue. Les partis représentés au Conseil fédéral sont partie prenante dans ce problème. Cela nous engage! C'est cela que le Conseiller fédéral Ogi comprend par paix de l'énergie. Nous n'avons en effet plus que 10 ans - ou seulement encore neuf et demi - pour faire un usage efficace du moratoire. Si nous ne réussissons pas, le peuple suisse devra de nouveau se poser, avec un réel sérieux, la question de nouvelles centrales nucléaires. Car l'autre alternative serait alors d'importer plus encore - et cela ne constitue pas une solution sérieuse. Nous ne pouvons continuellement nous décharger de nos problèmes sur l'étranger, même si nombre de nos soucis relevant de l'énergie et de l'environnement doivent être discutés sur le plan européen ou même mondial. Nous devons trouver une solution à nos problèmes ici et maintenant et cela sous-entend également nos problèmes énergétiques.

Paix de l'énergie

Dans le cas de l'énergie nous nous trouvons en face d'un moratoire; dans celui du pétrole, devant des problèmes de CO₂ et de gaz d'échappement, dans le cas des forces motrices, nous nous trouvons devant des problèmes de protection du paysage et de débits résiduels et dans le cas du gaz, devant des questions de CO₂. En bref, nous savons parfaitement pour quelles raisons on ne devrait pas produire d'énergie d'une manière ou d'une autre; nous manquons cependant d'alternatives qui apporteraient réellement quelque chose.

Il faut dès lors saluer le Conseil fédéral qui, dans son programme Energie 2000 veut également en-

Liste des annonceurs

Agroelec AG, Oberstammheim	2
Bärtschi AG, Hüswil	48
Bieri-Blachen AG, Grosswangen	22
Bimex-Technik AG, Thun	1, 22
Blaser AG, Hasle-Rüeggsau	couv. 2
DS-Technik Handels AG, Stadel	1
Erag, Arnegg	2, 5, 18, 22, 48
Favre AG, Payerne	4, 48
Gehrig AG, Ballwill	couv. 4
Gloor Gebr. AG, Burgdorf	48
Grunderco, Satigny	couv. 3
Maxwald, Ohlsdorf	18
Rohrer Marti AG, Dällikon	2, 7
Zumstein AG, Zuchwil	1